



# TABLEAU DE BORD économique de l'Île-de-France

## L'ÎLE-DE-FRANCE FACE À D'IMPORTANTES DESTRUCTIONS D'EMPLOIS

Dans la continuité de la fin du premier trimestre 2020, l'activité francilienne a de nouveau été marquée au deuxième trimestre par l'épidémie de Covid-19 et par les contraintes sanitaires qui en ont découlé. La photographie de la crise économique fournie par les données du printemps est encore incomplète ; certaines évolutions sont ainsi restées paradoxales : le taux de chômage francilien a retrouvé son niveau d'avant la récession de 2008-2009 mais sa baisse est liée à la non-disponibilité, du fait du confinement jusqu'à la mi-mai, des personnes sans emploi ; de même, le nombre de défaillances d'entreprises est au plus bas depuis le printemps 1993 mais le repli est lié à la fermeture de la plupart des tribunaux de commerce pendant le confinement. Il convient alors de retenir plutôt que plus de 160 000 emplois ont été détruits en Île-de-France au cours du premier semestre 2020, que les commercialisations de bureaux se sont réduites de 65,0 % dans la région au deuxième trimestre ou encore que le nombre de passagers à Roissy et Orly ne s'est élevé qu'à 1,0 million d'avril à juin contre 28,6 millions à la même période en 2019.

### Conjoncture française

Après s'être déjà contracté de 5,9 % au trimestre précédent, le PIB hexagonal a chuté de 13,8 % au deuxième trimestre 2020. Pour fin 2020, l'Insee s'attend à un rebond de 16 % au troisième trimestre avant que le PIB ne se stabilise au dernier trimestre ; ainsi, sur l'ensemble de 2020, le PIB français devrait diminuer de 9,0 % par rapport à 2019.

Dans ce contexte tout aussi sombre qu'inédit, malgré les mesures de chômage partiel, près de 160 000 emplois salariés privés ont été détruits au deuxième trimestre 2020, après plus de 490 000 en début d'année ; parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois en catégorie A a dépassé le cap des 4,0 millions au cours du printemps et le taux de chômage devrait ressortir en fin d'année entre 9,5 % et 10,0 %.

### Tendances à court terme

Restée quasiment à l'arrêt tant que les mesures sanitaires de confinement ont été appliquées, l'économie francilienne a ensuite redémarré mais son rebond est encore partiel aujourd'hui, voire inexistant dans certains secteurs, du fait du manque de visibilité entretenu par l'évolution de l'épidémie de Covid-19. Ainsi, dans l'industrie manufacturière, la fabrication de matériels de transport, notamment, est toujours en grande difficulté ; dans les services marchands, l'hôtellerie-restauration et, plus globalement, le tourisme affichent des perspectives plus qu'incertaines. Dans le commerce, les soldes d'été ont été décevants. Dans le BTP, les entreprises de travaux publics sont très réservées quant à leur activité des prochains mois. Quelques données relatives à l'été 2020 sont disponibles et illustrent la difficulté de la reprise économique : la demande placée de bureaux en Île-de-France a de nouveau été cantonnée sous les 250 000 m<sup>2</sup> sur l'ensemble du troisième trimestre et le trafic de Paris Aéroport a accusé des replis d'encre 77,1 % en juillet et 68,8 % en août.

# Indice de la production nationale industrielle

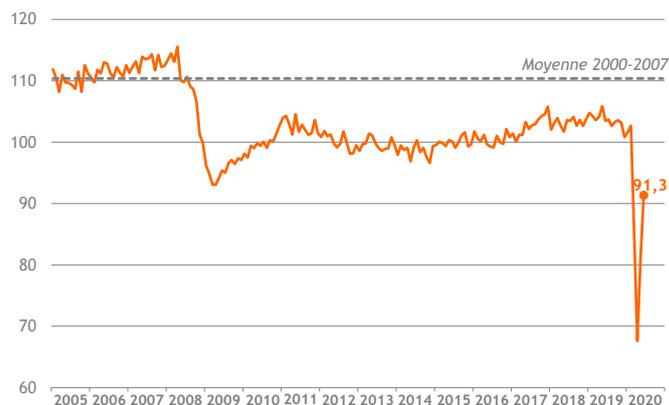
## 2<sup>e</sup> trimestre 2020 - glissement annuel

**- 23,4 %**

Après s'être effondré de 17,1 % sur un mois dès mars dernier, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) hexagonal a reculé de 20,6 % en avril 2020. Le mois d'avril a malgré tout constitué un point bas et la production est repartie à la hausse en mai (+ 19,9 %) et en juin (+ 12,7 %) ; au final, sur l'ensemble du deuxième trimestre, l'IPI s'est réduit de 17,1 % sur un trimestre et de 23,4 % sur un an. Par conséquent, malgré son rebond post-confinement, la production industrielle nationale restait encore en juin sous les points bas qu'elle avait affichés après la récession de 2008-2009. Au plan sectoriel, il est à noter que, malgré un vif redémarrage en mai (+ 52,7 % sur un mois) et en juin (+ 39,5 %), la fabrication de matériels de transports au deuxième trimestre 2020 a chuté de 40,8 % en moyenne par rapport au trimestre précédent. Les résultats les plus récents montrent que l'activité manufacturière a continué à se redresser en juillet, tout en restant inférieure de 7,9 % à son niveau de février.

## Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

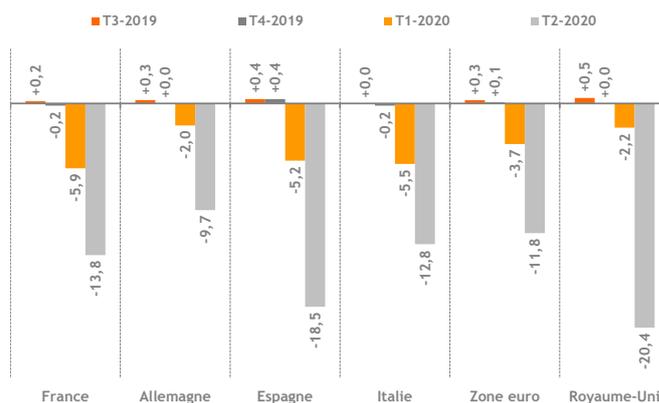
# La conjoncture européenne

## 2<sup>e</sup> trimestre 2020 - PIB de la zone euro

**-11,8 %**

Déjà soumise à un sévère ralentissement au premier trimestre 2020, la croissance européenne a subi un creux encore plus conséquent au printemps 2020 ; ainsi, au deuxième trimestre 2020, sur fond d'épidémie de Covid-19 et de confinement, le PIB s'est infléchi de 11,8 % par rapport au premier trimestre 2020 dans la zone euro et de 11,4 % dans l'Union européenne (UE). Parmi les principales économies continentales, l'Italie (- 12,8 %), la France (- 13,8 %) et, surtout, l'Espagne (- 18,5 %) ont particulièrement souffert ; dans le même temps, le PIB allemand a relativement mieux résisté (- 9,7 %). Outre-Manche, le recul du PIB britannique a été encore plus violent (- 20,4 %). Dans ce rude contexte, le taux de chômage européen est reparti à la hausse à la fois en zone euro (7,8 % en juin contre 7,2 % en mars) et dans l'UE (7,1 % en juin contre 6,5 % trois mois plus tôt) ; les données les plus récentes ont montré une poursuite de cette remontée au cours de l'été.

## Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays européens (en %)



Source : Eurostat

# Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
<b>Superficie</b> (en km <sup>2</sup> )	12 012	543 965	2,2 %
<b>Nombre de communes</b>	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
<b>Population</b> (en millions - au 1 <sup>er</sup> janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
<b>Densité de la population au km<sup>2</sup></b>	1 017	123	-
<b>PIB 2015</b> (en volume, en milliards d'euros - Insee)	668,5	2 194,2 (France métrop. : 2 152,5)	30,5 % (31,1 %)
<b>PIB/habitant 2015</b> (en euros)	55 204	32 967 (France métrop. : 33 409)	-
<b>PIB/emploi 2015</b> (en euros)	107 715	79 773 (France métrop. : 80 214)	-
<b>Emplois salariés privés</b> (2 <sup>e</sup> trimestre 2020 - Insee)	4 746 070	19 097 464 (France métrop. : 18 735 240)	24,6 % (25,0 %)
<b>Taux de chômage</b> (2 <sup>e</sup> trimestre 2020 - Insee)	6,3 %	7,1 % (France métrop. : 7,0 %)	-

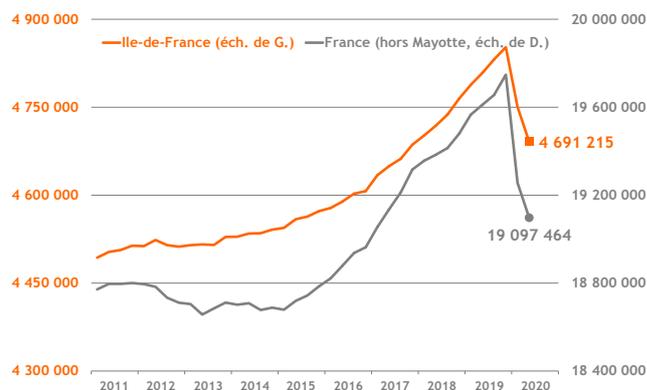
## Emploi salarié privé

2<sup>e</sup> trimestre 2020 - glissement annuel

**- 2,4 %**

Après avoir déjà subi un net repli au premier trimestre 2020, l'emploi francilien a de nouveau reculé au deuxième trimestre 2020 : l'emploi salarié privé a diminué dans la région de 1,2 % sur un trimestre et de 2,4 % sur un an. Ainsi, après avoir perdu près de 102 000 emplois dès le début de l'année, la région-capitale en a vu disparaître 59 190 supplémentaires au cours du printemps. Quasiment tous les secteurs ont été concernés par le repli (- 1,1 % sur un trimestre dans l'industrie, - 1,4 % dans le commerce, etc.) mais il est à noter que l'emploi dans la construction est reparti à la hausse par rapport au premier trimestre (+ 0,3 %) et est même resté favorablement orienté sur un an (+ 2,9 %). Parallèlement, plus d'un demi-million d'emplois salariés privés ont été détruits au niveau national sur l'ensemble du premier semestre 2020. Il est à craindre que la tendance baissière se prolonge dans les prochains mois.

### Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

## Demande d'emploi

juin 2020 - glissement annuel

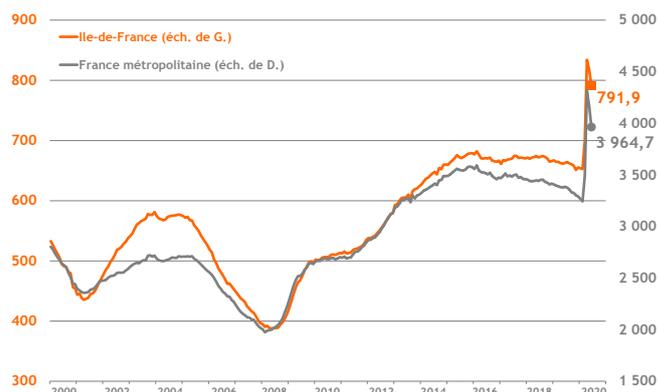
**+ 19,5 %**

Déjà reparti à la hausse en mars dernier, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A en Ile-de-France a continué à augmenter au cours du mois suivant ; ainsi, en avril 2020, il s'élevait dans la région à plus de 830 000. La fin du confinement a permis une réduction de ce volume (respectivement - 2,1 % et - 3,1 % sur un mois en mai et en juin) mais, en fin de trimestre, la hausse s'élevait encore à 19,5 % sur un an et le nombre de DEFM en catégorie A dans la région dépassait de plus de 400 000 unités ses points bas d'avant la récession de 2008-2009.

Parallèlement, au plan national, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité était, en juin, en hausse de 17,2 % sur un an.

*Note : les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en cinq catégories différentes ; parmi celles-ci, la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.*

### Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Source : Dares

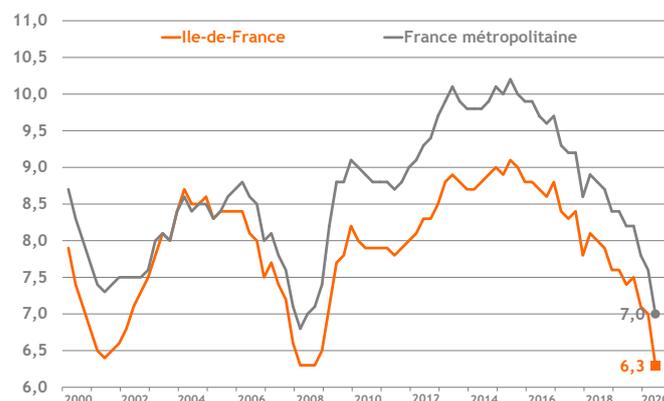
## Taux de chômage

2<sup>e</sup> trimestre 2020

**6,3 %**

Le taux de chômage francilien a continué à se réduire au printemps 2020 (- 0,7 point sur un trimestre) ; le taux régional s'est ainsi élevé à 6,3 % en moyenne sur l'ensemble du deuxième trimestre 2020 et a retrouvé son niveau d'avant la récession de 2008-2009. Comme au trimestre précédent, ce repli, qui paraît paradoxal dans le contexte actuel, est lié à la définition du chômage : en effet, un chômeur doit être disponible immédiatement pour travailler ; or, du fait du confinement, les personnes sans emploi ne l'étaient pas avant le 11 mai. L'évolution observée au plan national a été similaire puisque le taux de chômage (7,0 % en France métropolitaine au deuxième trimestre 2020) y a diminué de 0,6 point. Désormais, une remontée des courbes francilienne et française devrait être observée lorsque paraîtront les données des troisième et quatrième trimestres 2020.

### Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

## Immobilier d'entreprises

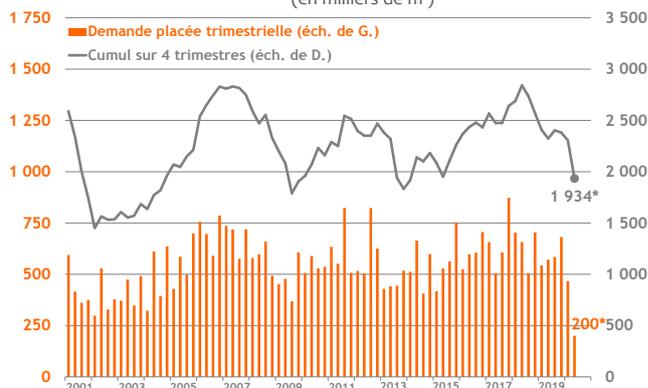
### 2<sup>e</sup> trimestre 2020 - Surfaces de bureaux commercialisés

**200  
200  
m<sup>2</sup>**

Après avoir calé dès le premier trimestre 2020, la demande placée de bureaux en Ile-de-France a encore nettement décéléré au deuxième trimestre ; ainsi, les commercialisations de bureaux dans la région se sont élevées à seulement 200 200 m<sup>2</sup>, soit un repli de 65,0 % par rapport au deuxième trimestre 2019. Par conséquent, la demande placée cumulée sur les douze derniers mois (i.e. de juillet 2019 à juin 2020) a été cantonnée à 1 933 800 m<sup>2</sup>, soit son niveau le plus bas depuis fin 2013 – début 2014. Aucune surface n'a été épargnée par la baisse malgré les 126 000 m<sup>2</sup> pris à bail par Total dans « The Link » à La Défense.

Sans surprise, les résultats les plus récents montrent que la demande placée a peine à dépasser les 200 000 m<sup>2</sup> dans la région au troisième trimestre 2020.

### Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France (en milliers de m<sup>2</sup>)



Source : GIE Immostat  
\* : données provisoires pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2020

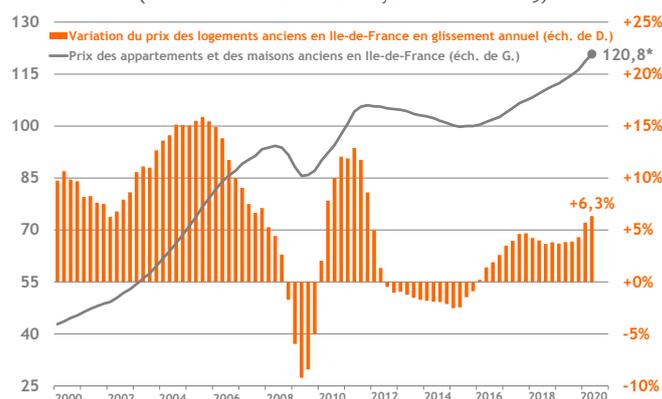
## Prix des logements anciens

### 2<sup>e</sup> trimestre 2020 - Prix des logements anciens - glissement annuel

**+ 6,3 %**

Le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) a continué à croître en Ile-de-France au deuxième trimestre 2020 ; ainsi, l'évolution s'est élevée à + 1,8 % par rapport au premier trimestre 2020 et à + 6,3 % par rapport au deuxième trimestre 2019. La remontée des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 atteint désormais 21,0 %, cette tendance haussière étant toujours principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements (+ 25,4 % contre + 12,4 % pour les maisons). Cependant, l'activité immobilière a été et reste perturbée par l'épidémie de Covid-19 : les transactions ont certes rebondi après avoir été à l'arrêt pendant le confinement mais la demande pour certains biens (petits logements, appartements sans balcon, etc.) s'est réduite, ce qui pourrait modifier la cartographie des zones les plus dynamiques et avoir des conséquences sur les prix.

### Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France (données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee  
\* : données provisoires pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2020

## Emploi intérimaire

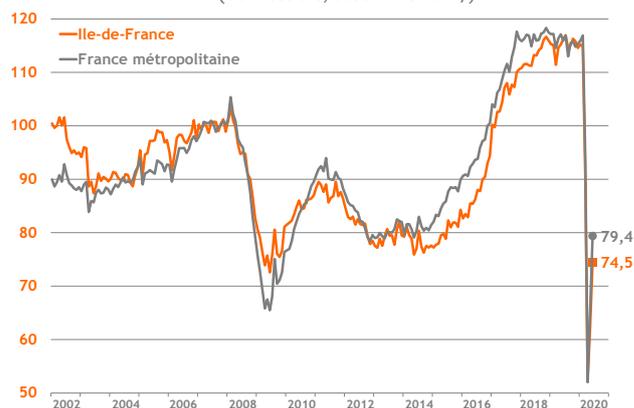
### juin 2020 - glissement annuel

**- 35,9 %**

L'emploi intérimaire en Ile-de-France subit une brutale chute depuis début 2020. Ainsi, après s'être déjà effondré de 21,2 % sur un mois et de 18,8 % sur un an en mars, il a ensuite chuté de 42,0 % sur un mois et de 54,2 % sur un an en avril ; le volume d'emplois intérimaires dans la région était alors tombé à 59 971 équivalents temps plein (contre 131 315 en février). Le marché s'est malgré tout redressé à partir de la sortie du confinement mais, en juin, le déficit était encore de 35,1 % par rapport aux niveaux d'avant le début de la crise sanitaire. L'emploi intérimaire est tout aussi affecté au plan national puisque l'intérim accusait en juin un déficit de 32,1 % par rapport à février en France métropolitaine. Les premières données disponibles pour l'été 2020 montrent que l'emploi intérimaire a continué à se redresser en juillet et en août.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

### Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein (données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

## Créations d'entreprises

créations d'entreprises - 2<sup>e</sup> trimestre 2020

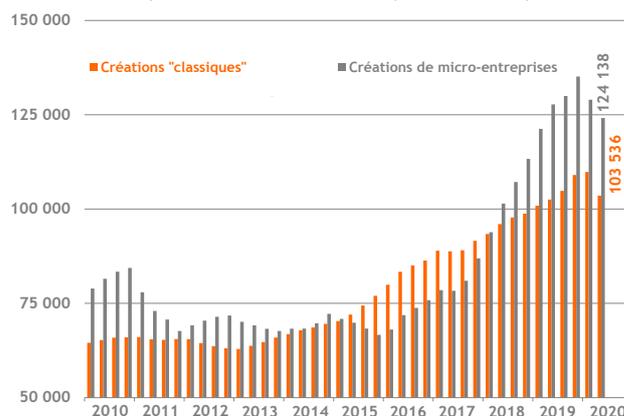
47 930

Quelque 48 000 entreprises ont été créées en Ile-de-France au deuxième trimestre 2020 ; ce volume a représenté une nouvelle baisse (- 18,8 % par rapport au deuxième trimestre 2019) après celle déjà enregistrée au trimestre précédent (- 8,1 %).

Contrairement au premier trimestre, le repli du printemps concerne à la fois les créations sous le régime du micro-entrepreneur (- 14,6 % après - 16,8 %) et les créations « classiques » (- 24,3 % après + 2,7 %). Au plan national, l'ampleur de la décélération du volume total de créations d'entreprises a été équivalente à celle observée en Ile-de-France (- 18,1 % en glissement annuel). Les informations les plus récentes montrent que, depuis la sortie du confinement, le volume total des créations est reparti à la hausse en Ile-de-France (+ 25,4 % sur un an en août dernier, notamment).

*Note : le terme « micro-entreprise » employé ici désigne le régime des auto-entrepreneurs jusqu'au 31 décembre 2014 et celui des micro-entrepreneurs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.*

Créations d'entreprises en Ile-de-France  
(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

## Défaillances d'entreprises

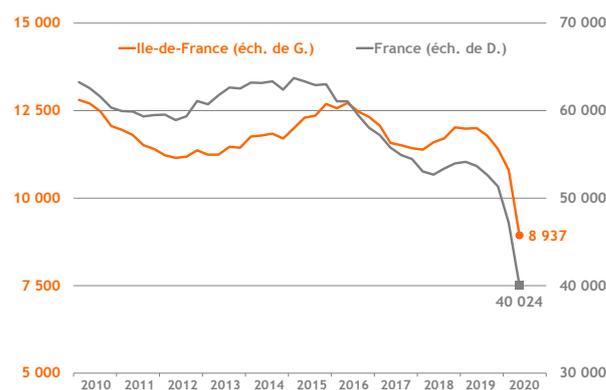
2<sup>e</sup> trimestre 2020 - glissement annuel

- 60,3 %

Le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France est resté orienté à la baisse au deuxième trimestre 2020 ; ainsi, le volume des défaillances dans la région a diminué de 60,3 % par rapport à la même période de 2019 et, en cumul sur les douze derniers mois, est au plus bas depuis le printemps 1993. Cette chute des défaillances a été tout aussi marquée au plan national (- 55,4 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2020). Toutefois, même si un certain nombre d'audiences ont pu être maintenues par voie dématérialisée, l'ampleur du repli est en grande partie liée aux retards des jugements pendant la période de confinement (du 17 mars au 11 mai 2020) ; compte tenu des difficultés économiques provoquées par la crise sanitaire, il est fort probable que la tendance s'inverse avant la fin de 2020 et donne une image plus réaliste de la situation.

Défaillances d'entreprises

(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Sources : Insee Ile-de-France et Oced (Observatoire consulaire des entreprises en difficulté)

## Dépenses de consommation des ménages

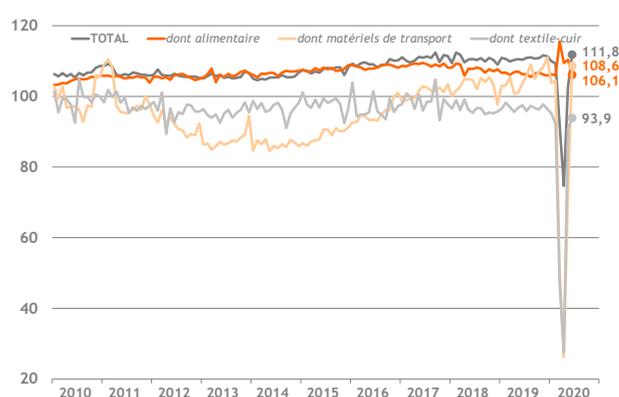
2<sup>e</sup> trimestre 2020 - glissement annuel

- 12,7 %

Après un plongeon de 16,0 % sur un mois en mars dernier, les dépenses de consommation en biens des ménages français ont chuté de 18,7 % en avril 2020 ; malgré un vif rebond en mai et, à un degré moindre en juin, la consommation du deuxième trimestre 2020 a été inférieure de 7,1 % à celle du premier trimestre 2020 et de 12,7 % à celle du deuxième trimestre 2019. Il est à noter que, si le niveau de consommation de juin a été comparable à celui des mois ayant précédé la crise sanitaire, il n'y a pas eu d'effet de rattrapage. Par ailleurs, les mesures sanitaires de confinement ont surtout provoqué de fortes diminutions des achats de matériels de transports (- 20,2 % au deuxième trimestre 2020 par rapport au trimestre précédent) et de textile et cuir (- 9,4 %) tandis que les achats alimentaires sont restés stables (- 0,5 %). Les données les plus récentes montrent que la consommation des ménages en biens est restée favorablement orientée cet été, notamment en août qui a bénéficié du décalage du calendrier des soldes d'été.

Indices du volume des ventes de biens en France

(données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

## Commerce extérieur

### exportations - 2<sup>e</sup> trimestre 2020 - glissement annuel

**- 40,5 %**

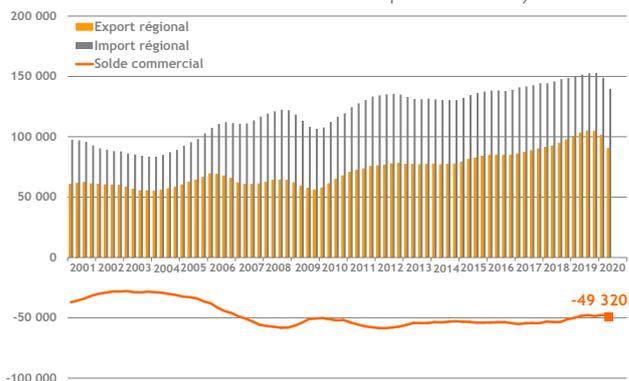
Après une baisse déjà conséquente au premier trimestre 2020 (- 11,7 % en glissement annuel), les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes se sont encore plus nettement repliées au deuxième trimestre 2020 : - 40,5 % par rapport à la même période de 2019.

Parallèlement, les importations ont également ralenti (- 24,0 % en glissement annuel après - 10,4 % au trimestre précédent). Ainsi, la crise sanitaire et la période de confinement ont plus fortement pénalisé les échanges commerciaux de l'Ile-de-France que la récession de 2008-2009 (les baisses avaient alors atteint au maximum 16,7 % au deuxième trimestre 2009 pour les exportations et 17,2 % au trimestre suivant pour les importations). Malgré les évolutions marquées des exportations et des importations, le déficit commercial francilien a peu évolué : il s'est élevé à 49,3 milliards d'euros en cumul sur les douze derniers mois (i.e. du troisième trimestre 2019 au deuxième trimestre 2020).

\*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

### Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB\* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

## Hôtellerie

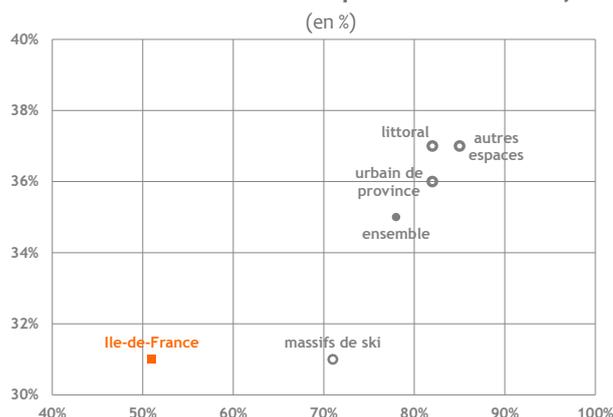
### d'hôtels franciliens ouverts - juin 2020

**51 %**

Depuis le début de l'épidémie de Covid-19, les données de fréquentation hôtelière sont moins complètes. Les informations disponibles montrent toutefois que l'Ile-de-France est plus affectée par la crise sanitaire que les autres régions. Ainsi, le taux d'ouverture des hôtels franciliens n'était que de 18 % en avril et n'est remonté qu'à 51 % en juin ; par ailleurs, le taux d'occupation n'a atteint que 31 % en juin en Ile-de-France contre 35 % en moyenne au plan national et le nombre de nuitées passées dans la région-capitale a baissé de 88 % par rapport à juin 2019 contre une baisse de 67 % en province.

En effet, l'absence de clientèle internationale pénalise particulièrement l'Ile-de-France ; de même, la clientèle professionnelle qui fréquente habituellement les salons, les congrès, etc. a été très peu présente.

### Taux d'ouverture et taux d'occupation des hôtels en juin 2020



Source : Insee, enquête sur la fréquentation des hébergements touristiques

## Trafic aéroportuaire

### trafic passagers - 2<sup>e</sup> trimestre 2020 - glissement annuel

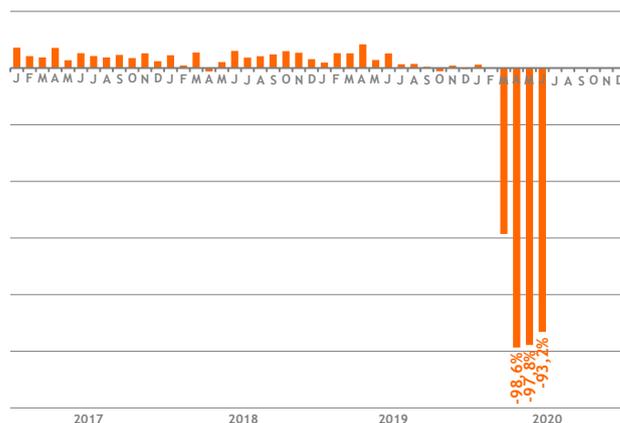
**- 96,5 %**

Après avoir subi les premiers effets de l'épidémie de Covid-19 en mars dernier, le trafic passagers de Paris Aéroport s'est trouvé quasiment à l'arrêt au deuxième trimestre 2020. Ainsi, en moyenne sur l'ensemble du trimestre, il s'est replié de 96,5 % par rapport au deuxième trimestre 2019 ; le nombre de passagers à Roissy et Orly ne s'est élevé qu'à 1,0 million d'avril à juin contre 28,6 millions à la même période en 2019.

Par ailleurs, les résultats déjà disponibles pour l'été montrent que le redémarrage est très poussif puisque les baisses ont encore atteint 77,1 % sur un an en juillet et 68,8 % en août ; en effet, à Roissy, les terminaux 1 et 3 sont encore fermés et, à Orly, le trafic commercial n'a repris que le 26 juin à Orly 3, le 13 juillet à Orly 4 et le 24 août à Orly 1.

### Trafic passagers de Paris Aéroport

(variation par rapport au même mois de l'année précédente)



Source : Paris Aéroport

## Industrie

### L'activité en hausse mais toujours en retrait de ses niveaux d'avant-crise

Après avoir subi une très forte baisse en mars, l'activité industrielle francilienne est restée en grande difficulté en avril avant de se redresser en mai et en juin. L'activité de juin n'en est pas moins restée à un niveau inférieur à celui d'avant la crise : elle s'est élevée, tous secteurs confondus, à 80 % d'un niveau jugé « normal ». Certains secteurs sont malgré tout moins sévèrement touchés : l'agroalimentaire, la chimie et l'industrie pharmaceutique ont ainsi retrouvé des niveaux équivalents à 90 % de leur rythme habituel. Plus récemment, l'activité industrielle francilienne continue à se redresser mais de fortes disparités selon les secteurs persistent ; le manque de visibilité pénalise notamment particulièrement les filières automobile et aéronautique.

## Bâtiment et travaux publics

### Fortes baisses en avril et mai

Brutalement mis à l'arrêt en mars, le BTP en Ile-de-France a continué à subir une forte baisse d'activité en avril et en mai, particulièrement le gros œuvre et les travaux publics. En effet, malgré les mesures de prévention sanitaire mises en place pour permettre la réouverture des chantiers, le rythme des travaux est resté ralenti jusqu'en mai du fait des difficultés à appliquer les consignes de distanciation entre les intervenants ; il a fallu attendre juin pour observer un fort regain d'activité, le niveau dépassant même la « normale » pour cette période de l'année.

Les prévisions pour les mois à venir sont à la poursuite du redémarrage, les entreprises de travaux publics restant néanmoins très prudentes.

## Services marchands non financiers

### Situations hétérogènes d'un secteur à l'autre

Confrontée, comme dans les autres secteurs, à un effondrement dès le début du confinement, l'activité dans les services marchands non financiers franciliens a commencé à se redresser à partir du mois de mai. Néanmoins, au plan sectoriel, deux situations extrêmes sont observées : d'un côté, un secteur des transports routiers de marchandises en forte expansion qui a quasiment retrouvé ses niveaux d'avant crise et, de l'autre, un secteur de l'hôtellerie-restauration pour lequel les plus vives difficultés perduraient (et perdurent encore). Les premières informations pour le troisième trimestre montrent que ces deux secteurs sont restés aux antipodes, les perspectives de l'hébergement restant extrêmement réservées en raison de l'absence des congrès et salons ; en moyenne, les chefs d'entreprise des services estimaient leur niveau d'activité d'août à 83 % de la « normale ».

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.  
[www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france](http://www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france)

## Dossier du trimestre

### Baisse spectaculaire du commerce extérieur lors du premier semestre 2020

#### Evolution des importations franciliennes en provenance des 5 principaux pays fournisseurs (variation par rapport à l'année précédente)

	1 <sup>er</sup> trim 2020	2 <sup>e</sup> trim 2020
Chine	- 8,8 %	+ 30,3 %
Allemagne	- 13,1 %	- 31,7 %
États-Unis	+ 3,2 %	- 54,0 %
Belgique	- 32,5 %	- 39,5 %
Italie	- 8,8 %	- 38,3 %

Source : Douanes, département des statistiques et des études du commerce extérieur

Les conséquences de la pandémie de Covid-19 sur le commerce extérieur français ont été extrêmement fortes et visibles dès le mois de janvier, avec un recul de 3,4 % des importations et de 5,1 % des exportations par rapport au mois de janvier 2019 ; la situation s'est dégradée jusqu'aux mois d'avril et de mai avec des baisses proches des 40 %. Le mois de juin a semblé esquisser un redémarrage du commerce international avec des baisses annuelles « limitées » à 10,2 % pour les importations et 18,9 % pour les exportations.

Au plan francilien, le constat est le même : une baisse significative des échanges au premier trimestre, puis un effondrement lors du deuxième trimestre. Le baromètre de l'exportation de la Team France Export a notamment montré que 44 % des entreprises franciliennes dont l'activité internationale est un élément substantiel du modèle économique ont stoppé leurs exportations au printemps dernier.

Le détail des importations par pays montre que pour la plupart des pays la baisse a été perceptible au premier trimestre et s'est accentuée au deuxième ; seule la Chine a connu une trajectoire différente avec une augmentation des importations franciliennes en provenance de Chine de 30,3 % par rapport au deuxième trimestre 2019. L'explication se trouve dans l'explosion spectaculaire des importations d'« articles textiles confectionnés, sauf habillement », catégorie qui inclut les masques ; en glissement annuel (i.e. deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019), cela a représenté une augmentation de 2911 %, soit de 64,2 millions d'euros à 1,9 milliard d'euros !

En dehors de cette période exceptionnelle, la Chine représente aux alentours de 40 % des importations d'« articles textiles confectionnés, sauf habillement » qui, outre les masques, incluent les draps, les oreillers, les rideaux, les drapeaux, etc. Au deuxième trimestre 2020, la Chine a pesé 87,7 % des importations de ces produits par l'Ile-de-France. Pour les exportations, la chute est également spectaculaire. Il est à noter que ce sont les États-Unis avec qui les échanges ont le plus baissé, aussi bien pour les importations (- 54,0 % au deuxième trimestre) que pour les exportations (- 60,8 %). La fermeture quasi-totale des frontières américaines avec l'Union européenne et la Chine dès le mois de mars explique la violence de ce repli.

#### Pour en savoir plus :

- « Baisse spectaculaire du commerce extérieur lors du premier semestre 2020 », Enjeux Ile-de-France du Crocis n°220, septembre 2020, étude téléchargeable sur [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr)
- « baromètre de l'exportation de la Team France Export », mai 2020

#### Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

#### Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr) dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

**CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08**  
**tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : [crocis@cci-paris-idf.fr](mailto:crocis@cci-paris-idf.fr)**

**Retrouvez toutes nos publications sur [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr)**  
**Suivez nous sur Twitter [https://twitter.com/CROCIS\\_CCI\\_IDF](https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF)**

Responsable : Isabelle SAVELLI  
 Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN  
 Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER  
 Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL  
 Services : Bénédicte GUALBERT  
 Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX  
 PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX  
 Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI  
 Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE  
 Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI

Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France  
 Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source  
 Dépot légal : Octobre 2020

ISSN : 1266-3255